



APPEL A PROPOSITION 2016 RENOVATION ENERGETIQUE DANS L'HABITAT SOCIAL

Dispositif : RENOVATION ENERGETIQUE DANS L'HABITAT SOCIAL (3.4.C)

Fonds européen concerné : FEDER

Objectif spécifique : Réduire la consommation d'énergie finale dans le secteur de l'habitat social.

1. Actions éligibles :

- Projets de réhabilitation de logement sociaux et communaux conventionnés.
Le but est d'atteindre l'étiquette BBC directement ou par étape(s). Un bonus est accordé aux projets qui utilisent des matériaux biosourcés et aux projets qui émergent aux quartiers « politique de la ville »,
- Structuration des territoires lorrains dans le domaine du climat et de l'énergie, prioritairement en matière de logement [...] : seront éligibles les outils innovants et ambitieux visant à accompagner la maîtrise et la réduction des consommations énergétiques dans leur globalité et l'adaptation au changement climatique. Ex : PCT.
Ces projets devront présenter une portée régionale.
- Amélioration de la connaissance dans le domaine du climat et de l'énergie, prioritairement en matière de logement : mise en place d'outils d'information et de sensibilisation des publics concernés, nouveaux postes dans les EIE, animation Air Lorraine...
- Acculturation et accompagnement des acteurs, prioritairement en matière de logement : tête de réseau, salons, REEL, LQE...

2. Budget indicatif :

49 835 853,31 €

3. Bénéficiaires :

- les collectivités et leurs groupements,
- les Parcs Naturels Régionaux,
- les établissements publics,
- les associations,
- les chambres consulaires et les fédérations professionnelles,
- les entreprises publiques locales (SPL, SEM),
- les sociétés coopératives (SCIC, SCOP),

- les bailleurs de logements sociaux tel que mentionnés à l'article R323-1 du code de la construction et de l'habitation.

4. Taux maximum d'intervention :

Le taux maximum d'intervention du FEDER est 35 % des dépenses éligibles pour les projets de réhabilitation de logements et de 60% des dépenses éligibles pour les projets de structuration des territoires dans le domaine du climat et de l'énergie, amélioration de la connaissance et acculturation et accompagnement des acteurs.

Le taux appliqué à chaque opération sera déterminé en fonction de l'intérêt de celle-ci, des ressources budgétaires disponibles, ainsi que des réglementations communautaires et nationales pouvant notamment imposer un taux minimum d'autofinancement, un taux maximum d'aide publique, etc.

Les opérations seront analysées au regard de la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat.

5. Montant minimum à solliciter :

Sans objet

6. Gouvernance :

Sans objet

7. Critères de sélection :

Votre projet sera examiné au regard des critères de sélection suivants :

a. La cohérence avec la stratégie du PO :

Les opérations devront être en cohérence avec la stratégie du programme opérationnel (section 1 du document validé le 11/12/2014). Cette stratégie repose sur les priorités suivantes :

- **Accompagner l'évolution de l'économie Lorraine vers une économie compétitive et décarbonnée**
- **Encourager la transition énergétique et la protection de l'environnement dans une logique de croissance durable**
- **Soutenir l'économie par la montée en compétence des travailleurs lorrains**
- **Promouvoir l'équité et la compétitivité des territoires**

b. La contribution du projet à l'atteinte de l'objectif spécifique du dispositif :

Pour atteindre les objectifs du paquet climaténergie européen traduits à l'échelle régionale dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Energie, la mise en oeuvre du P.O doit permettre :

- La structuration des territoires sur les questions de consommation d'énergie et d'atténuation des changements climatiques par la mise en oeuvre à leur échelle et selon leurs spécificités des objectifs régionaux définis dans le Schéma Régional Climat Air Energie ;
- l'amélioration de la connaissance en matière d'énergie et de climat pour accompagner les pouvoirs publics dans leurs processus décisionnels ;
- l'acculturation et l'accompagnement des acteurs lorrains au passage à l'acte au travers de dispositifs, outils, structures, manifestations d'intérêt régional ou départemental ;
- la poursuite et l'accélération de la réhabilitation énergétique des logements les plus énergivores (étiquettes énergétiques D, E, F, G) afin d'atteindre à terme une rénovation de 30% des logements sociaux ;
- l'anticipation des futures réglementations thermiques à venir en soutenant les opérations les plus exemplaires allant au delà des exigences actuelles.

c. Le respect des principes directeurs de sélection propres à chaque dispositif

Réhabilitation de logements sociaux et communaux conventionnés :

Seront prioritaires ceux qui :

- Privilégient l'efficacité énergétique de l'enveloppe ;
- Ont recours aux matériaux à faible impact carbone et renouvelables (matériaux biosourcés, particulièrement le bois) ou recyclés et privilégiant les circuits courts ;
- Utilisent des énergies renouvelables ou de récupération, particulièrement les réseaux de chaleur
- utilisant de telles sources d'énergies.
- Baissent sensiblement les charges des locataires ;
- Intègrent des approches d'aménagement durable (lien social, mobilités douces, développement économique de proximité soucieux des enjeux environnementaux, énergétiques et climatiques) ;
- Permettent la maîtrise du surinvestissement énergétique et/ou utilisent des techniques ou des technologies facilement transférables dans le cadre de projet de construction ;
- Sont localisés dans un quartier relevant de la politique de la ville.

Ces projets présenteront principalement des coûts d'investissements et de prestations intellectuelles directement rattachés ou induits par le volet énergétique du projet.

Structuration des territoires lorrains dans le domaine du climat et de l'énergie :

Seront prioritaires ceux qui permettent une action lisible, visible et/ou innovante dans la durée sur les territoires faisant l'objet d'un partenariat élargi en vue de leur pérennisation et de l'adhésion du plus grand nombre d'acteurs.

S'agissant des projets relatifs à la structuration des territoires dans le domaine du climat et de l'énergie, l'amélioration de la connaissance et à l'acculturation et l'accompagnement des acteurs, seront notamment retenus :

- les frais de communication (information, évènement, déplacements, voyages d'étude) ;
- les frais d'études et de développement d'outils ;
- les frais liés à la création d'un poste pérenne à temps complet si elle est intégrée dans un programme d'actions détaillé (frais de fonctionnement tels que salaire, frais de formation continue, frais d'équipement, de déplacement...).

d. La contribution du projet à l'atteinte des objectifs des indicateurs

Les projets soutenus devront permettre d'atteindre tout ou partie des indicateurs de réalisation et de résultat ici listés.

Tableau : Indicateur de résultat spécifique au programme par objectif spécifique

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
8	Nombre de logements sociaux énergivores (classe énergétique E, F ou G)	Nombre de logements	En transition	66 140	2012	20 000	RPLS	Annuelle

Tableau : Les indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
31	Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique	Nombre de ménages	FEDER	Région en transition	15 000	OREL	Annuelle

e. La capacité administrative et financière du porteur :

- La capacité financière du porteur de projet
- L'existence d'une comptabilité analytique ou de tout autre système de comptabilité distinct,
- Les moyens humains et les outils dédiés à la gestion du projet
- Le bilan administratif et financier des demandes de subventions européennes antérieures effectuées par le porteur

Critères d'exclusion du porteur de projet (liste non exhaustive) : faillite, liquidation, procédure judiciaire, cessation d'activité, conflits d'intérêt, non-paiement des cotisations....

Le service instructeur s'appuiera sur des avis techniques et juridiques auprès de services internes ou externes.

8. Calendrier année 2016 :

Comité régional de Pré- Programmation
Avril
les prochaines instances seront déterminées en fonction du calendrier des CP 2016

Programmation en Commission Permanente (CP)
Calendrier à venir

9. Service instructeur et contact :

Conseil Régional d'Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine Pôle Europe – Secteur FEDER-FSE Service FEDER clemence.dor@lorraine.eu
--